

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

15 janvier 2016

RÉPUBLIQUE NUMÉRIQUE - (N° 3399)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 492

présenté par

M. Coronado, Mme Attard, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Cavard, M. de Ruy, Mme Duflot, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, M. Molac, Mme Pompili, M. Roumégas et Mme Sas

-----

**ARTICLE 21**

Après l'alinéa 18, insérer les trois alinéas suivants :

« Sous-section 2 bis

« Obligation d'information concernant les données stockées en ligne

« *Art. L. 121-122-1.* – Tout fournisseur d'un service de communication au public en ligne a l'obligation d'informer le consommateur, concernant les fichiers et données-utilisateur visés aux 1° et 2° de l'article L. 121-122, sur les États dans lesquels ces fichiers et données sont stockés ou susceptibles d'être stockés. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Amendement de repli.

Il est nécessaire que l'utilisateur soit informé des lieux de stockage de ses fichiers et données. Cela lui permettrait, notamment, de pouvoir exercer une préférence pour les entreprises qui ont choisi de ne pas stocker leurs données dans des États peu respectueux des droits et libertés.

Le texte actuel sur le règlement sur les données personnelles ne contient aucune obligation en la matière.

Cet amendement est une suggestion de la Quadrature du Net dans la consultation au présent projet de loi.